

Synthèse de la réunion d'échanges du Mardi 12 Février 2019

organisée par l'UDAF 68 sur la transition écologique et la fiscalité

Durée : 2H15 – 10 Participants Lieu : UDAF 68 à COLMAR

Cette synthèse reprend les propositions, remarques et interrogations exprimées par les participants.

Transition écologique

Développer les voitures à hydrogène : Pourquoi l'Etat, en partie actionnaire de Renault, n'arrive pas à faire en sorte que nous ayons des voitures à hydrogène, qui seraient moins polluantes que les voitures actuelles ? (exemple d'une motrice d'Alstom qui fonctionne à l'hydrogène). Nous n'aurions plus besoin du lithium pour faire les batteries des voitures qui risquent de polluer également.

Récif corallien : Pour fixer le dioxyde de carbone, la forêt n'est pas forcément le meilleur atout. Il existe dans la Mer Rouge un corail qui résiste à des températures supérieures. Pourquoi ne pas introduire ces récifs coralliens dans nos DOM et TOM pour protéger les côtes et fixer le carbone ?

Soutien aux OPH (Offices Publics de l'Habitat) pour les travaux d'isolation : Les OPH ont de moins en moins de moyens, notamment pour investir dans l'isolation. Ils doivent à présent payer 10 % de TVA contre 5% auparavant lorsqu'ils investissent. Or, une meilleure isolation permet de réduire les charges qui sont parfois très élevées pour les locataires. D'autant plus que l'allocation logement ne concerne que les loyers et non les charges.

Ne pas modifier sans cesse la réglementation : La réglementation (exemple pour l'isolation) change trop souvent et il est difficile pour les citoyens de rester informés et de pouvoir projeter la réalisation de travaux.

Soutenir les habitants des zones rurales : Les propriétaires d'un logement peuvent bénéficier des subventions de l'ANAH, sous condition de louer un bien en pratiquant un loyer conventionné. A la campagne, les propriétaires n'y ont plus droit puisque les subventions ne concernent que les zones B1 et B2. Faudrait-il en déduire qu'il n'y aurait plus de pauvres à la campagne ? C'est une décision anti-campagne. De plus, les personnes en zones rurales ont

souvent une voiture et les frais qui y sont liés (avec plus de déplacements). Elles sont ainsi doublement pénalisées.

Se chauffer « proprement » en ville : Comment se chauffer sans produire du CO2 ? La pompe à chaleur ne convient qu'aux maisons modernes. Mais on ne peut pas chauffer toute une ville avec une pompe à chaleur eau. Cela risquerait de refroidir la nappe phréatique et celle-ci a ses limites.

Certains croient bien faire en brûlant du bois, alors qu'ils détériorent la qualité de l'air. Il paraît donc difficile d'éviter de se chauffer au gaz qui peut, par contre, être produit à partir de déchets et pas obligatoirement du gaz naturel. D'ailleurs, il est préférable de se chauffer au gaz que de brûler du charbon, du bois ou du pétrole.

La meilleure solution est d'isoler pour consommer moins. Par contre, il est difficile de le faire pour de l'ancien.

La pollution des nouvelles technologies – Risque de la transition écologique : Certains évoquent la possibilité de panneaux et vitres photovoltaïques. Mais ceux-ci-polluent à la production comme beaucoup d'autres nouvelles technologies.

Il ne faudrait pas remplacer une énergie dangereuse par une autre dangereuse comme le nucléaire par les mines de charbon. Exemple : Par quel produit remplacer le glyphosate ? Lui-même remplace l'atrazine alors que 50 ans après, certaines nappes phréatiques en sont encore polluées.

Faire participer financièrement les grandes entreprises : Les particuliers, trop souvent montrés du doigt, ne sont pas les seuls à polluer. Les grosses industries polluent davantage. L'Etat va-t-il intervenir pour imposer des normes aux entreprises pour empêcher de polluer ? L'Etat essaye toujours de faire culpabiliser le plus faible. Pourquoi ne pas se tourner vers ceux qui polluent mais qui ont les moyens de faire changer les choses ? Les grandes entreprises sont-elles prêtes à faire des sacrifices ? Elles devraient en effet utiliser une partie de leur profit pour le bien de la collectivité. De plus, souvent celles-ci empochent les aides de l'Etat, mais ensuite licencient tout de même. Pourquoi n'y a-t-il pas de contrôle ?

La transition écologique n'est qu'une question d'argent.

Il ne faut pas chercher à faire de l'argent à tout prix, satisfaire les actionnaires etc... Il faut responsabiliser les particuliers comme les entreprises et leur faire prendre conscience de leur consommation d'énergie.

Une consommation responsable mais avec l'aide de l'Etat : Chacun doit consommer « responsable » et bien décider de l'utilisation de son argent. Si chacun arrête de consommer des produits qui ont engendré de la pollution à la fabrication, l'entreprise cessera de les produire. Les entreprises créent sans cesse de nouveaux besoins. C'est à chaque consommateur d'être responsable et de ne pas céder aux phénomènes de mode. Notre vie est basée sur le capitalisme et la consommation.

Chacun devrait se poser la question de savoir si le produit fabriqué par l'entreprise est vraiment indispensable.

Les entreprises produisent pour faire de l'argent et non pour répondre à un besoin d'utilité publique. Il est inutile de retenir une telle entreprise de vouloir partir à l'étranger.

L'Etat devrait encourager cette consommation responsable en intervenant sur la production de produits inutiles.

Soutien de l'Etat pour le développement des solutions alternatives : Lorsque les enjeux financiers pour les grands groupes sont trop importants, l'Etat cède face aux lobbies. Or, l'Etat devrait au contraire encourager et soutenir la recherche et le développement de solutions alternatives (voiture à hydrogène, autoroutes solaires etc..).

Il ne faut pas étrangler les entreprises car sinon, la concurrence étrangère comblera le vide.

Eduquer à la transition écologique : L'éducation à la consommation et à la transition écologique est essentielle : faire prendre conscience des réels besoins en lien aussi avec la transition écologique.

L'éducation à l'écologie, faite aux élèves primaires, se limite au tri. Or, le tri ne réduit pas les déchets. Il faudrait évoquer la nature, l'écologie etc..

Tenir compte des personnes en situation de précarité : La transition écologique n'est pas la priorité chez les personnes en grandes difficultés financières. Elles cherchent avant tout à survivre. Elles n'ont pas les moyens de se demander si leurs actes sont bons pour la planète.

Homogénéiser le tri / Réduire les emballages : Le tri des poubelles est complexe car change suivant les endroits.

Il faudrait instaurer la consigne pour les bouteilles (comme en Allemagne) et réduire les emballages.

Augmenter le ferroutage pour réduire le transport routier : Le ferroutage en France ne fait que diminuer et la SNCF devrait faire des efforts pour l'augmenter. Trop de camions circulent en France. Les entreprises travaillent en flux tendus, ont moins de stocks et veulent acheminer la marchandise toujours plus vite. Exemple : l'Allemagne a doublé son ferroutage en 20 ans depuis qu'elle a libéralisé le rail. Le rail français n'est pas du tout compétitif avec trop de rails inutilisés, mais toujours à entretenir.

Privilégier les transports en communs : Il y aurait plus de possibilités d'horaires pour les transports en commun s'ils étaient plus utilisés. Certaines navettes disparaissent car les personnes préfèrent utiliser leur voiture.

L'isolation pour le locataire : Lors des travaux d'isolation ou de la construction de bâtiments passifs, celui qui investit n'est pas toujours celui qui vit dedans. Alors seul le locataire fera des économies.

Utilisation de l'eau usée pour les wc. Pourquoi ne pas utiliser l'eau usée pour les toilettes et ne pas gaspiller l'eau propre ?

Fiscalité

Remarques sur les questions du document : Les retraites ne devraient pas figurer dans les dépenses de l'Etat. Les personnes ont cotisé.

Les questions posées dans le cadre du grand débat, (faut-il augmenter les impôts ? réduire la dépense publique ? les deux ? je ne sais pas), ne laissent pas beaucoup de possibilité. De plus, la fiscalité est trop complexe pour porter un avis.

Pour déterminer ce qu'il faut économiser, encore faudrait-il savoir « que coûte quoi ? ». Combien nous coûte la fonction publique, les profs, les politiciens ?

Coût des politiciens : Il ne faut pas non plus cumuler les dépenses ; certaines personnes seraient payées dans le cadre de service public et pour leur fonction politique. Il y a trop de politiciens. Il faudrait les réduire de moitié ou garder le même nombre et réduire l'indemnité. D'ailleurs, beaucoup sont déconnectés du citoyen (au niveau financier). Ils n'utilisent pas les transports en commun, ne connaissent pas les prix, la valeur du SMIC...

Le gaspillage de l'Etat : Il n'est pas normal que des grands projets, chantiers décidés par l'Etat, soient ensuite abandonnés malgré les grandes sommes d'argent investies (exemple : portique écotaxe). L'argent est jeté par les fenêtres. Tous ces projets avortés sont dissimulés puis ressortent au grand jour lors de changements de gouvernement. Ces investissements devraient être soumis à des consultations préalables et mieux contrôlés.

Taxer les camions : Les camions sont les principaux responsables de la détérioration des routes. Il faudrait utiliser notamment les portiques écotaxes en place pour faire payer les camions. Mais l'application de cette mesure devrait être laissée aux régions. Le revenu de cette écotaxe leur serait alors versé. Elles auraient ainsi les moyens financiers d'entretenir leur réseau routier. Les régions qui ne souhaiteraient pas l'appliquer devraient trouver d'autres moyens de financement.

Taxe d'habitation : La fiscalité locale est très élevée (selon les municipalités). Il faut réduire la taxe d'habitation mais ne pas la supprimer. La taxe d'habitation permet de financer les réceptions des vœux des maires lors desquelles le maire présente les différentes orientations de la commune aux habitants.

Les frais pour ces cérémonies sont parfois exagérés et pourraient être affectés à d'autres projets.

Une taxe foncière qui tient compte des petits revenus : Beaucoup de propriétaires n'ont pas les moyens de payer la taxe foncière ou de faire isoler leur logement. Ne serait-il pas possible d'adapter la taxe foncière au revenu de la personne notamment pour les retraités qui ont remboursé le crédit de la maison toute leur vie ?

Achat de son logement dans OPH : Certains locataires sont encouragés à acheter leur logement dans les OPH. Les locataires qui achètent ces logements ont peu de moyens et n'ont pas de marge financière pour financer des travaux. De plus, au fil des années les immeubles ne sont plus entretenus et les logements ont perdu beaucoup de valeur.

Permettre aux citoyens d'être financièrement autonomes : Les personnes doivent être autonomes et responsables. Avec une fiscalité trop forte, certains préfèrent rester assistés et payer moins ; Avec le SMIC on ne vit pas mieux qu'avec les aides. Il faudrait pouvoir vivre décemment de son travail, et se permettre des loisirs.

Revoir l'attribution de certaines aides sociales : Le maintien des allocations familiales aux parents d'enfants placés n'est pas justifié, d'autant plus que le placement coûte très cher à l'ASE (Aide Sociale à l'Enfance). Aussi, une partie de l'Allocation de rentrée scolaire devrait être versée directement aux écoles afin d'être sûr que l'argent soit bien utilisé pour les fournitures scolaires. D'ailleurs l'allocation est trop élevée pour les enfants en primaire par contre insuffisante pour les lycéens. Il faut mieux prendre en compte les dépenses pour les livres, le matériel, le transport.

En conclusion, remarque d'un participant :

Dans un contexte du tout numérique et de la dématérialisation, cette réunion a montré qu'il était encore possible de communiquer entre êtres humains pour faire avancer les choses !